

la brèche

ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} internationale

L'intervention soviétique en Afghanistan fait le jeu de l'impérialisme

1. L'intervention de la bureaucratie soviétique en Afghanistan suscite une campagne massive de l'impérialisme sur les possibilités d'une troisième guerre mondiale dont l'URSS serait la principale menace. Derrière cette campagne — qui réveille jusqu'aux poncifs les plus grossiers du "péril d'Attilla" — se cachent en réalité une série de mesures précises que l'impérialisme cherche à imposer pour réorganiser son dispositif d'intervention dans le monde après sa défaite au Vietnam et l'ébranlement de sa domination en Iran, au Nicaragua, en Afrique Noire. En quelques temps, l'impérialisme US a ainsi ajourné les négociations de Salt II, renforcé le dispositif de missiles de l'OTAN en Europe, mis sur pied des troupes spéciales d'intervention pour le Moyen Orient, accru sa menace d'intervention en Iran et au Nicaragua, soutenu la menace d'un putsch militaire en Turquie, armé la dictature au Pakistan et le spécialiste de la défense Brzezinski a rappelé que "le Moyen Orient fait partie de la zone vitale des USA" ! En fait de menace de guerre, l'impérialisme américain met toutes ses forces à reconstituer "l'union nationale" aux USA et l'appui des puissances impérialistes alliées pour pouvoir appuyer militairement, partout dans le monde, des régimes réactionnaires et dictatoriaux capables d'écraser toute lutte d'émancipation des travailleurs et des paysans pauvres. Dans les pays impérialistes, cette campagne a pour but d'intimider la classe ouvrière qui affronte depuis des années les difficultés du chômage et de la crise.

2. Il n'y a pas d'autre réponse à ces menaces que la mobilisation des masses exploitées pour leurs revendications sociales, l'expropriation des propriétaires fonciers et des trusts capitalistes, l'indépendance envers l'impérialisme. Le renversement du chah, armé jusqu'aux dents par les USA, puis celui de Somoza l'ont encore confirmé.

L'intervention militaire de la bureaucratie soviétique en Afghanistan doit être condamnée parce qu'elle n'allait pas dans le sens des intérêts des masses ouvrières et paysannes dans ce pays. Le putsch effectué en 1978 par le PPDa contre le régime féodal répressif de Daoud avait ouvert la voie à des réformes sociales effectives (alphabétisation, abolition de l'usure, distribution de terres, par exemple), qui auraient pu ouvrir une lutte décidée contre les propriétaires fonciers et leurs appuis féodaux. Mais au lieu de gagner et mobiliser les masses pour ces réformes, et de mettre entre les mains des travailleurs et paysans pauvres la réalisation de ces objectifs, le nouveau régime a mené une politique de décrets prétendant réaliser ces réformes par des mesures bureaucratiques. Loin d'engager et d'élargir la mobilisation paysanne, cette politique a rejeté les paysans derrière la propagande des réactionnaires et des propriétaires fonciers qui ont commencé à organiser l'opposition sous la bannière de l'islam. Le régime se déchira en outre dans une lutte intestine de cliques.

Cette politique, qui a affaibli les capacités de lutte anti-impérialiste en Afghanistan, a été appuyée, de la manière la plus cynique, par la bureaucratie soviétique, jusqu'à sa conséquence ulti-

me : l'intervention militaire de l'URSS qui seule pouvait encore sauver ce régime de l'éclatement face aux menaces de la réaction.

Autant nous condamnons cette intervention militaire, autant nous nous opposons, dans cette situation, aux rebelles féodaux et réactionnaires, organisés et entraînés par l'impérialisme au Pakistan, qui ne visent qu'à restituer le pouvoir des propriétaires fonciers.

3. L'intervention soviétique doit être condamnée également du point de vue de la défense des intérêts du prolétariat mondial.

Elle accentue encore la confusion par rapport aux mobilisations de masse anti-impérialistes qui se développent dans la région, facilitant leur dévoiement par l'islam et la bourgeoisie. Elle rend plus difficile le combat de la classe ouvrière contre le capitalisme et l'impérialisme dans les pays capitalistes avancés, aux USA en particulier, donnant un terrain propice à l'idéologie d'union nationale et facilitant les nouvelles mesures d'armement des capitalistes. Elle donne aux travailleurs du monde une image caricaturale du socialisme et de l'internationalisme. Dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés, elle permet à la bureaucratie d'accroître sa pression répressive sur les masses et aggrave les difficultés économiques auxquelles les travailleurs sont confrontés. C'est aussi sur le dos des travailleurs d'URSS que s'est faite cette intervention militaire.

4. L'intervention militaire de la bureaucratie soviétique veut faire croire qu'il n'existe plus d'autres moyens, pour les masses d'Afghanistan et pour les travailleurs dans le monde, que le soutien des chars soviétiques à un régime pourri ou le retour des propriétaires fonciers armés par l'impérialisme. Ce n'est pas vrai.

Notre première tâche est de dénoncer, derrière la campagne d'intoxication de l'impérialisme, sa volonté de préparer de nouvelles interventions dans le monde. Nous dénonçons également toute mesure de boycott. C'est pourquoi nous ne nous associons à aucune action qui ne démasque pas avec toute clarté le jeu criminel de l'impérialisme. Pour lui, le

mot d'ordre de retrait des troupes vise simplement à remplacer les troupes soviétiques par l'intervention impérialiste dans ce pays, comme il l'a fait au Vietnam, en Amérique Latine ou ailleurs.

Notre seul critère est celui de l'émancipation des masses ouvrières et paysannes d'Afghanistan qui est en même temps le principal intérêt des travailleurs dans le monde. Les faits ont montré que l'appui et l'intervention de la bureaucratie soviétique entravent ce combat. L'appui de la bureaucratie chinoise à une alliance avec l'impérialisme fait de même.

A la politique d'intervention par-dessus les intérêts des masses et des travailleurs dans le monde, nous appelons le mouvement ouvrier à refuser toute alliance avec l'impérialisme dans cette affaire et à exiger, de l'URSS ou de la Chine, un appui matériel massif aux réformes sociales indispensables à l'émancipation des masses afghanes afin qu'elles puissent prendre elles-mêmes en main leur propre destin.

PREPARONS LE PROCES DU

COURS MENAGER

Une dizaine de filles vont bientôt passer devant la "Justice" biennoise. Leur "crime": avoir boycotté le cours ménager obligatoire, cours d'environ 200 heures que toute jeune fille entre 16 et 20 ans est tenue de fréquenter dans le canton de Berne. Dès le lancement de cette action de boycott par un groupe de gymnasiennes et d'apprenties, l'accent fut mis sur une campagne contre l'ensemble des discriminations dont sont victimes les femmes dans le système d'éducation et de formation professionnelle, dont le cours ménager obligatoire instauré dans le canton de Berne depuis 1925 — et que la majorité bourgeoise de ce canton trouve bon de conserver — est devenu un symbole parmi d'autres. Pétitions aux autorités pour exiger un cours mixte et facultatif, manifestation de rue, protestations dans la presse, rien ne fit changer le



Manifestation contre le "cours de cass" le 10 septembre

Conseil-Exécutif de ce canton qui ne répondit aux "boycotteuses" que par de vagues promesses, se contentant de dire qu'une commission parlementaire chargée d'élaborer une nouvelle conception du cours ménager a été mise sur pied.

Le boycott est donc aujourd'hui le seul moyen d'abolir ce cours archaïque. Mais au-delà de ce cours, c'est tout le système de formation scolaire qu'il s'agit de dénoncer, lui qui sélectionne filles et garçons pour amener les premières vers des professions moins qualifiées et sous-payées, ce qui permet au patronat de les renvoyer "à leur foyer" en temps de crise. La Ligue Marxiste Révolutionnaire appelle d'ores et déjà toutes les organisations ouvrières et féministes à apporter leur soutien aux boycotteuses, à manifester ainsi leur opposition à l'état d'oppression et de discrimination dans lequel le système capitaliste maintient les femmes.

*** ACQUITTEMENT DES BOYCOTTEUSES

*** COURS MENAGER MIXTE ET FACULTATIF

*** EGALITE DANS LE SYSTEME DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Pour s'informer de la situation en Afghanistan, des derniers développements en Iran, pour discuter de la situation mondiale, de la "nouvelle" politique de l'impérialisme américain et de la politique suivie par la bureaucratie du Kremlin, participez nombreux à notre

ASSEMBLEE PUBLIQUE

MERCREDI 6 FEVRIER à 20 h 15 au rest. St-Gervais
(rue Basse, Bienne)

AVEC UN MEMBRE DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA LMR

LA MUNICIPALITE DE GAUCHE

ET LES TRAVAILLEURS

Les dernières élections communales de Bienne en 1976 se sont déroulées dans le contexte de la crise économique de l'horlogerie. Cette situation explique la majorité de voix qui furent données au Parti Socialiste, à l'Entente Biennoise et au POCH. Les salariés biennois ne voulaient plus de la gestion des partis bourgeois directement liés aux milieux patronaux. La Municipalité de Gauche allait donc être confrontée à plusieurs problèmes: celui de l'emploi et du chômage, le développement des infrastructures sociales délaissées par les précédents gestionnaires, la maison du peuple, les finances de la ville. Contrairement aux partis bourgeois qui trouvent leurs appuis dans les milieux patronaux et dans les structures de l'Etat, les partis ouvriers - PS et POCH- doivent les chercher parmi les travailleurs-salariés. L'occasion était donnée à ces partis de jouir de la confiance que leur faisait les travailleurs, et ceci pour faire une autre politique que celle des partis bourgeois: une politique qui permette d'améliorer les conditions de vie à l'usine, dans la vie sociale et à l'école. Mais ceci aurait nécessité le renforcement des organisations syndicales, politiques et culturelles de la classe laborieuse. Quatre années de gestion nous amène à constater que rien ne s'est amélioré. L'exemple de la politique de l'emploi -qui est le terrain privilégié du patronat pour diviser les travailleurs- nous le montre. La Municipalité a cherché à garantir toute sorte de privilèges fiscaux aux entreprises qui viendraient s'installer à Bienne pour quelques postes d'emploi qu'elles créeraient. Mais de l'autre côté la Municipalité restait muette sur le rôle que jouait l'Office du chômage qui, avec son dispositif de réglementations et de sanctions, utilisait les chômeurs contre l'ensemble des travailleurs par une pression sur les salaires et une insécurité de l'emploi. La police des étrangers de la ville qui a expulsé des centaines de travailleurs immigrés constituait un instrument important au service du patronat pour "régler" son marché de l'emploi, pour discriminer des travailleurs laissés sans droits démocratiques et politiques. Sur cette question la Municipalité a laissé agir! La Municipalité n'a toujours pas accordé les 40 heures hebdomadaires de travail aux 1300 employés de la ville, ceux-ci sont même contraint à des heures supplémentaires dans certains départements. Alors que la gauche pourrait dans les faits jouer un rôle moteur vis-à-vis des travailleurs de l'industrie privée en adoptant les revendications des syndicats, la Municipalité mène la même politique que le patronat. Cette politique de l'emploi de la Municipalité explique pourquoi les syndicats restent toujours aussi absents sur les lieux de travail comme dans la vie politique. Si "nos" dirigeants de la gauche préchent tant que les syndicats ne doivent pas s'occuper de politique, la politique s'occupe malheureusement d'affaiblir les syndicats; d'où la nécessité de faire le lien entre les deux problèmes.

Sur le plan social, la gauche brille également par sa mollesse. Le "redressement" du budget de la ville dont elle se vante tant, elle l'a essentiellement fait sur le dos des travailleurs par le biais des impôts directs et indirects, et par le peu d'investissement social qu'elle a fait. Les partis bourgeois quand ils géraient se moquaient des déficits qui remplissaient les poches des spéculateurs du palais des congrès et de bien d'autres affaires louches. Mais non seulement la Municipalité de gauche n'a rien fait pour développer les infrastructures sociales, elle a en plus laissé la liquidation de la maison du peuple se faire. Non seulement elle n'a pas développé les infrastructures sociales, mais aujourd'hui elle tente de saborder l'initiative communale émanant des organisations de gauche -dont la LMR- et des organisations féministes pour la création d'un centre d'information sexuelle et de consultation (CISC). Cette initiative a justement été lancée pour parer aux insuffisances du Planning familial et des autres institutions existants à Bienne et aujourd'hui, au mépris des intérêts de la population, la Municipalité fait trainer les choses et a mis sur pied une commission d'étude de l'initiative CISC dont la majorité est opposée à la création d'un tel centre.

Un autre problème posé à la Municipalité de gauche fut celui des attaques aux droits démocratiques dont l'affaire Perret est le dernier exemple. Le recteur du gymnase français licencié par la commission du gymnase pour manque d'autorité et de fermeté vient de voir son recours rejeté par le Département de l'Instruction Publique du canton de Berne: ainsi dans cette ville gérée par la gauche un directeur d'école est licencié parce qu'il est jugé trop libéral! S'il est bien clair que ce n'est pas la Municipalité mais une commission d'école à majorité bourgeoise qui licencie M. Perret, il aura fallu attendre la menace d'une grève des élèves, une manifestation et des appels répétés de la part du syndicat enseignants-VPOD pour que le Conseil de ville

prenne enfin position contre les partis bourgeois qui veulent mettre à la porte M. Perret.

Après quatre années de législature, les partis bourgeois peuvent se féliciter d'avoir su maintenir la gauche dans des limites qui ne défavorisent pas leurs intérêts et surtout qui n'a pas permis un renforcement du mouvement ouvrier, de ses organisations politiques et syndicales. C'est pour offrir une alternative à cette politique que la LMR se présentera aux élections communales de cet automne.

LMR - La Brèche
Case Postale, 13
2500 Bienne 4
éd. resp. R. Riemer



NUCLEAIRE



NON AUX SONDAGES DE LA CEDRA, TANT QUE DES DECHETS RADIOACTIFS SERONT PRODUITS

On sait depuis peu de temps où la CEDRA entend effectuer des sondages. La CEDRA a été chargée par le Conseil fédéral de trouver des lieux pour un stockage sûr des déchets hautement radioactifs.

Les communes de Bex, Airolo, Lucens et Payerne se sont depuis longtemps prononcées contre l'entreposage de déchets dans leur sols. Dans l'Oberhasli, une large opposition, issue de la FOBE et de la VPOD, s'est créée contre le projet de la CEDRA de construire un laboratoire d'essais souterrain dans le Grimsel. La grande majorité des habitants de Högendorf et de Niedergösgen s'est prononcée contre les sondages prévus dans leur commune.

Ce n'est donc pas étonnant que la plupart des lieux de forage prévus se trouvent dans le canton d'Argovie, là où le mouvement antinucléaire est plutôt faible et où les sociaux-démocrates collaborent très étroitement avec la bourgeoisie.

La LMR dénonce ces manœuvres scandaleuses de l'industrie nucléaire et des autorités. Nous axons notre lutte et militons dans le mouvement antinucléaire pour l'arrêt des centrales nucléaires en service et pour l'arrêt de toute construction. Nous estimons qu'une solution sûre au problème des déchets est nécessaire, mais nous nous opposons résolument à tout sondage tant que le lobby nucléaire exerce des pressions inadmissibles en continuant de produire ces mêmes déchets.

1er JANVIER 1980:

**UN NOUVEL ELAN POUR
LA PROCHAINE DECENNIE
DE LUTTE ANTINUCLÉAIRE**



La première apparition du comité "AKW Graben Nie" (le comité d'action antinucléaire de Bienne en est membre), le 1er Janvier 80, représente un succès certain pour ce dernier. Les 2500 participants à la manifestation ont, dans une résolution, clairement exprimé leur volonté d'occuper si nécessaire le chantier.

Le représentant du comité a déclaré dans son allocution: "Tous ensemble et publiquement nous empêcherons la réalisation de ce projet démentiel. Beaucoup d'antinucleaires sont conscients du fait qu'à l'avenir nous ne pourrions plus nous contenter de marches aux flambeaux et de marches de Pentecôte. Ces dernières étaient nécessaires pour mobiliser davantage de personnes contre la technologie nucléaire. La décennie qui débute décidera de la fin ou du maintien de l'énergie nucléaire. Les partisans du nucléaire de même que les opposants en sont conscients. Les luttes seront dès lors encore plus dures. Nous n'éviterons certainement pas l'occupation du chantier. Notre volonté ainsi que notre détermination à agir seront finalement plus fortes que leur dangereuse logique du profit."

Les perspectives du mouvement antinucléaire sont ainsi données: construction d'une forte opposition afin que, le moment venu, existe un rapport de forces favorable. A cette fin, le comité "AKW Graben Nie" a prévu une campagne (avec récolte massive d'oppositions) contre la demande d'autorisation générale déposée par la SA centrale nucléaire de Graben.

Participez à la récolte de signatures qui sera prochainement organisée par le comité d'action antinucléaire de Bienne contre cette demande d'autorisation générale.